

L'ACTE UNIQUE CONTRE L'EUROPE

Dans la campagne qui s'achève, l'Europe de 92 aura joué le rôle de Jérusalem céleste: un lieu mythique où se dissiperont toutes les difficultés. Là où le socialisme étatique et le libéralisme dogmatique ont échoué (croissance, chômage), l'Acte Unique apportera la réponse. Tel fut le discours des "3 grands candidats". Pas trop étonnant qu'un Français sur 3 ait préféré les "petits". Mais si les choses continuent, le Grand Marché Intérieur rejoindra bien vite les immigrés dans le rôle du Bouc Emissaire...

Passons sur le discours (d'ailleurs pas faux): "Le Grand Marché va faire du mal à la France". Mendès France, chantre de la modernisation, s'opposa, au non du même argument, à la CEE. De Gaulle, sceptique, su se donner les moyens de "relever le défi". Par un "développementisme" hyper-volontariste, le pari semblait gagné en 1970. Par l'inconscience de ses successeurs, il semblait perdu en 1980. La double alternance n'a pas vraiment arrangé les choses. On connaît pourtant, aujourd'hui, les recettes des nations ou des régions qui "gagnent", le Japon, l'Allemagne, la Suède, l'Italie du Nord, le Massachussets de Dukakis (1). Mobilisation du savoir-faire des producteurs, compromis conflictuels entre syndicats et management, partenariat Etat-Recherche-Industrie, etc... Admettons-même que le tandem Mitterrand-Rocard soit la bonne équipe pour appliquer ces

recettes.

Mais la question est plus profonde. Le parachèvement du Marché Commun dans le sens de l'acte unique est-il une bonne chose ? Car enfin, le Marché Commun a 21 ans. On en a soit les avantages, les défaut aussi. A l'intérieur de la CEE, le PIB et l'investissement des nations évoluent comme dans un mince serpent. Mais la CEE, par rapport à l'OCDE, et surtout au Japon, aux USA, est lamentablement à la traine (graphique 3 et 4). Euro sclérose ? Mais non, il suffit de considérer les 4 pays avancés européens non-membres de la CEE: ils sont aux normes japonaises (tableau 1) ! Il n'y a pas d'euro sclérose. Il n'y a qu'une CEE-sclérose. Nous souffrons d'un déficit de régulation internationale (2).

Pourtant, la CEE, jadis, ça marchait. De 1957 à 1973, il y avait, dans chaque pays, un même accord implicite, plus ou moins conflictuel, entre Etats, patronats et syndicats. Cet accord, d'ailleurs évoqué dans le Traité de Rome, impliquait une hausse rapide du niveau de vie des travailleurs, qui fournissait un débouché aux gains de productivité.

Mais aucun mécanisme explicite n'assurait l'équilibre commercial intra-communautaire. Une hausse du pouvoir d'achat plus rapide dans un pays que dans les autres ouvrait donc un double risque de déficit commercial: 1) parce que, les coûts de production y augmentant plus vite, la compétitivité diminuerait, 2) parce que le pouvoir d'achat et l'investissement y croissant

plus vite, à coefficient d'importation égal, les importations y augmenteraient. Or le principe même de l'ouverture des frontières approfondissant régulièrement l'intégration économique, fragilisait progressivement l'équilibre des paiements de chaque pays séparé, en particulier ceux qui étaient les moins compétitifs et/ou croissaient plus vite. Mais trois régulateurs restaient à la disposition des pays membres :

1. Ralentir volontairement leur propre croissance
2. Augmenter la compétitivité grâce à des dévaluations
3. Maintenir des barrières douanières non-tarifaires, par le jeu des normes, des homologations des clauses de sauvegarde prévues par le Traité de Rome.

Dans les années 70, la nécessité de payer la rente pétrolière accéléra encore l'internationalisation du commerce intra et extra-communautaire. Or c'est à ce même moment que les régulateurs 2 et 3 furent bloqués :

* Le Système Monétaire Européen interdit à un pays de dévaluer sans l'accord de ses partenaires et surtout du "primus inter pares", l'Allemagne, qui, soucieuse d'éliminer ses concurrents, n'autorise que des dévaluations insuffisantes.

* L'usage des classes de sauvegarde tomba en désuétude, sauf pour les pays du Sud, dont l'Italie. C'est ce troisième régulateur que l'accord de "Grand Marché Intérieur" va définitivement bloquer en 1992 en :

- supprimant la préférence nationale dans les Commandes

Publiques, interdisant ainsi aux pays d'avoir une politique industrielle propre,

- supprimant les dernières mesures administratives limitant les importations (homologation, etc...), ouvrant par exemple les marchés français ou italiens aux véhicules japonais,
- supprimant la possibilité, par la TVA déductible à la frontière, de moduler la fiscalité interne à chaque pays.

Qu'est-ce qui restait, qui restera, après 1992, le seul régulateur ? Le premier. Pour équilibrer sa propre balance commerciale, chaque pays doit s'efforcer de croître moins vite que le voisin, de comprimer davantage ses coûts. Moins de salaire. Moins de réduction de la durée du travail. Moins de Sécurité Sociale. Moins de dépenses publiques. Résultat: un ralentissement supplémentaire de la croissance du marché intérieur (graphique 5), une accélération du chômage, qui frappera particulièrement les pays les moins riches, ou en plus forte expansion démographique: ceux du Sud, l'Irlande, et aussi la France et l'Italie.

Le problème est donc logiquement posé:

- Ou bien reculer sur l'unification des marchés, revenir vers le type de maîtrise de leur commerce extérieur qu'ont su garder les non-membres (Suède, etc...). Ce qui n'est nullement incompatible avec une accentuation de la coopération technique et scientifique (genre ESPRIT, COMET, etc...).
- Ou bien accélérer, avant 92, l'unification sociale et politique

de l'Europe dans un sens progressiste: SMIC et horaires européens, financement commun de la sécurité sociale avec alignement vers le haut, etc...

Unification sociale et politique: cela veut dire que les pays ne font plus une guerre commerciale à coup d'"austérité compétitive" ne s'alignent plus sur la croissance lente allemande, ça veut dire aussi qu'il existe des transferts nets des pays plus riches vers le pays plus pauvres. Or cela existe: les programmes régionaux (qui viennent heureusement d'être intensifiés au sommet de Bonn) et la Politique Agricole Commune... qui est malade.

Il est de bon ton, chez les journalistes urbains, de se gausser des éternels palabres sur la politique agricole, non sans un certain "racisme anti-plouc". Ils ont grand tort. La P.A.C. est l'exemple même du premier accord de solidarité sociale internationale, avec transferts nets. Mais ce système est lui-même vicié car fondé sur un soutien au revenu par le biais du prix des produits. D'où tendance à produire "toujours plus", concentration des subventions sur les "usines agraires". La réponse communautaire, encouragée par M.M. Delors et Rocard: garder le même système, mais bloquer le niveau de production, par des quotas et la mise des sols en jachères. Bref: concentration du productivisme subventionné sur un nombre restreint de paysans, mise en friche des hommes et de leur terre. Est-ce vraiment intelligent ?

Un choix de société, de culture, de santé, de paysage, de beauté: qui en parle ? On préfère rire des négociations au sommet sur le prix du lupin. Mais elles sont exactement aussi importantes que les accords de Grenelle ou de Matignon: c'est un compromis institutionnel entre les groupes sociaux de plusieurs pays pour savoir à quelle sauce les uns mangeront, les autres seront mangés. Si l'Europe sociale doit accompagner le marché unique, il y aura tous les ans des négociations du même genre pour savoir si le retraité portugais, qui n'a jamais cotisé, doit bénéficier de la même pension que le retraité danois, et si c'est l'ingénieur anglais, le dentiste belge ou l'entrepreneur italien qui devra payer pour lui. Il y aura, comme dans la France des années 50, des "abattements de zone" sur les Conventions Collectives et le salaire minimum européen. Pas simple ? Mais c'est ça, "construire l'Europe", socialement et politiquement.

Un dernier exemple: la monnaie. La lutte pour attirer des capitaux flottants par des taux d'intérêt démentiels est l'exacte contrepartie de la "stagnation compétitive" évoquée plus haut, et elle nourrit aussi la CEE-sclérose. Une Banque Centrale unique résoudrait le problème ? Oui, mais... elle émettra quelle quantité de monnaie par an ? En fonction de quels besoins de croissance ? Ceux du Portugal ? Ou ceux du Bavarois moyen, repus et sans enfant ? Comment ne pas deviner que la seule règle qui saura s'imposer est celle de l'orthodoxie monétariste: une quantité fixe de crédit nouveau annuel, et que chacun se

CROISSANCE ET CHOMAGE :
"L'EFFET - C.E.E."

Pays	Taux de chômage Début 1988	Croissance industrielle (Début 1988, 1980 = 100)
Japon	2,7	129,5
Suède	1,6	119
Norvège	2,2	140
Suisse	0,8	119*
Autriche	7,3	121*
CEE	11,5*	108,3*

Source: OCDE, CEE

* Fin 1987

débrouille. Les émeutes régionales sont déjà programmées ! Et la poussée des "Front National"...

Mais pour faire l'Europe, il faut un consensus des Européens. Il faut construire l'Europe des femmes et des hommes avant celle des marchandises et des capitaux. Et non pas une nouvelle Autriche-Hongrie, mère de tous les fascismes. Faute de quoi, le nouveau Premier ministre, Michel Rocard, se trouvera bien justifié d'avoir écrit en 1973 (Ed. du Seuil) <<Le Marché Commun contre l'Europe>>.

Alain LIPIETZ

NOTES

- 1) Voir D. Leborgne et A. Lipietz, L'Après-fordisme et son espace, Les Temps Modernes, Avril 88.
- 2) Sur la dimension proprement internationale de la crise, voir mon livre Mirages et Miracles, La Découverte, Paris.